

▶ Question 1

L'amour des animaux est-il le fait des misanthropes ?

L'homme et l'animal partagent une longue histoire faite de domestication, d'appropriation, mais aussi de peurs et de passions. C'est un cliché assez courant de penser que l'amour des animaux serait le fait des misanthropes, et l'image de telle actrice autrefois célèbre montrant bien peu de respect pour ses semblables un chien dans les bras vient aussitôt à l'esprit. On pense aussi aux débats passionnés et parfois sanglants autour de la réintroduction du loup ou de l'ours dans les Alpes ou les Pyrénées – réintroduction qui semble d'ailleurs bien se passer en Italie et en Espagne, tant les rapports entre les hommes et les bêtes peuvent être complexes. Au-delà de l'amour que l'on peut porter à un animal de compagnie, l'attitude envers les animaux est un fait de civilisation et nécessite une approche subtile.

I. Une tradition occidentale peu favorable à l'animal

La pensée occidentale est marquée par deux influences majeures : l'héritage judéo-chrétien et la philosophie gréco-latine. Dans la *Genèse*, Dieu, après avoir créé l'homme et la femme et les avoir bénis, leur dit : « Soyez féconds, multipliez, emplissez la terre et soumettez-la ; dominez sur les poissons de la mer, les oiseaux du ciel et tous les animaux qui rampent sur la terre » (Gn : 1, 28). Le rapport de l'homme à l'animal (mais aussi à la nature) est donc marqué par une domination absolue. Même si un saint comme François d'Assise (XIII^e siècle) adresse des messages d'amour aux animaux qui l'entourent, considérant qu'ils sont comme lui créatures du Seigneur (*Cantique des créatures*), l'animal sans âme ne fait pas l'objet d'une considération particulière dans la tradition catholique.

Dans la tradition philosophique grecque, Aristote fait de l'animal un outil, sans âme, dont on peut entièrement disposer (comme d'un esclave, du reste). Cette relation d'utilisation de l'animal par l'homme est consacrée par Descartes dans sa fameuse théorie des « animaux-machines ». Il faut attendre le XIX^e siècle pour qu'une amorce de changement de perception de l'animal se produise.

II. De l'animal domestique à l'animal de compagnie

Pendant très longtemps, les hommes ont domestiqué les animaux et ont vécu avec eux sans intimité particulière. Le chien, domestiqué semble-t-il 15 000 ans avant notre ère, et le cheval, dont la domestication remonte à 4 000 ans, ont partagé

sa vie et surtout son travail : agriculture, chasse, élimination des nuisibles... C'est très récemment que l'animal est venu occuper le cœur de nos foyers et y prendre une place extrêmement importante. La première société de protection des animaux a été fondée en Angleterre en 1824, suivie de beaucoup d'autres, témoignant du souci de la défense des animaux, voire du bien-être animal. De nos jours, alors que le nombre de chats et de chiens de compagnie, en France, dépasse les quinze millions, certains demandent même la reconnaissance de droits de l'animal parallèlement aux droits de l'homme : en effet, c'est seulement en 2004 qu'entre en vigueur la convention européenne pour la protection des animaux de compagnie qui énonce (article 3) : « Nul ne doit causer inutilement des douleurs, des souffrances ou de l'angoisse à un animal de compagnie ».

III. Un statut trop ambigu

Si on ne peut que se féliciter de la – très relative – considération dont jouissent à présent les bêtes (qu'on songe aux conditions de vie affreuses des animaux d'élevage en batterie et à leur mort à l'abattoir), la place qui leur est donnée est problématique et pas toujours très claire : s'il est souvent pris pour ce qu'il est, un animal au côté duquel vivre, certains en font un substitut affectif et l'humanisent avec un anthropomorphisme gênant en ce qu'il révèle un malaise profond chez eux, et qu'il n'est pas bon pour un animal qui perçoit le monde de manière radicalement différente.

Par ailleurs, la défense du bien-être animal, cause très respectable, se confond parfois avec une misanthropie qui révèle une crise de valeurs propre à notre époque (notre société humaine a-t-elle encore un sens?). Or aimer les animaux et vouloir défendre leurs conditions de vie n'est pas exclusif de l'intérêt porté aux autres hommes, cela invite au contraire à se poser la question de notre nature et de notre place dans un écosystème que nous saccageons allégrement. Un psychiatre comme Boris Cyrulnik (*La Plus Belle Histoire des animaux*) étudie également l'éthologie afin justement de mieux comprendre et de venir en aide à ses congénères !

Aimer les animaux, c'est aussi reconnaître la part animale qui est en nous, mieux comprendre et envisager son environnement : il ne s'agit pas de préférer les humains aux animaux ou le contraire, mais de mieux envisager les deux pour en tirer le meilleur parti, avec humanité.

↳ **Pour les plus curieux :** Elisabeth de Fontenay, *Le Silence des bêtes, la philosophie à l'épreuve de l'animalité*, Fayard, 1998, 784 p.

► Question 2

Vivons-nous une époque désenchantée?

Les regrets d'un « avant » forcément meilleur et mythifié sont chose commune. « Avant », c'était toujours mieux, et Cicéron se plaignait élégamment dans les *Catilinaires* : « *Ô tempora, Ô mores!* » (Quelle époque! Quelles mœurs!). Il y a une autre dimension cependant dans les termes « époque désenchantée » qui font référence à Max Weber (*L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1905), et aussi au livre de Marcel Gauchet publié en 1985 dont le titre reprend l'expression de Weber, *Le Désenchantement du monde*. Ce constat est-il toujours valable de nos jours?

I. Quelques rappels définitionnels

Comme l'indique l'étymologie du mot, le dés-enchantement marque la fin de l'enchantement, de l'incantation, de la magie : c'est ainsi que Weber qualifie la rupture opérée par l'avènement, au siècle des Lumières, de la pensée rationnelle et scientifique dans l'histoire et les structures de pensée occidentales : l'avènement d'explications scientifiques rend inutile toute explication surnaturelle, magique, « enchantée » du monde, qui perd ainsi sa dimension mystérieuse. Marcel Gauchet insiste en particulier sur la déchristianisation du monde, la disparition de l'idée fondamentalement structurante d'un au-delà réparateur, et montre à quel point cet élément de la modernité a pu être la source de courants réactionnaires tant politiques qu'idéologiques ou esthétiques, comme le Romantisme : ce dernier exaltait à l'envi l'époque médiévale, le retour à la religion chrétienne, les structures sociales traditionnelles, et vitupérait les temps bourgeois, rationalistes et matérialistes qui s'annonçaient.

II. Désenchantement et fin de l'histoire?

Il semble, à première vue, que le constat soit encore valable : en Occident, les églises sont vides, la laïcité, sous la forme que chaque pays a voulu lui donner, est installée et a séparé nettement l'espace privé de l'espace public. Ce dernier n'est donc plus le lieu de la foi, mais celui de la politique, et si certains partis politiques usent parfois d'accents messianiques, le militantisme politique de masse semble appartenir à des âges révolus. La science a de son côté depuis un siècle accompli des progrès auxquels nul n'aurait osé rêver : les espoirs et les perspectives de l'humanité semblent résider plus dans la physique ou la biologie que dans une foi quelconque.

Par ailleurs, sans aller jusqu'à dire avec Francis Fukuyama qu'on est arrivé à « la fin de l'histoire », on a assisté en 1989, avec la chute du mur de Berlin puis l'effondrement du bloc soviétique, à un sérieux ébranlement des idéologies : le « grand soir » promis par le communisme n'a pas eu lieu et paraît bien improbable, et le libéralisme économique règne seul, à des degrés divers et à de très rares exceptions près, sur un monde où la politique ne semble plus guère avoir de sens.

C'est cette perte du sens qui semble prévaloir dans notre monde aux yeux de beaucoup d'observateurs qui ont souvent baptisé cette période du qualificatif de « post-moderne ».

III. Des facteurs d'espoir ?

Peut-être faut-il y regarder à deux fois avant de trop regretter une époque d'autant plus enchantée qu'elle n'a jamais existé. Rêver de joutes et de tournois relève du fantasme moyenâgeux de jeux de rôles plus que de la réalité. Doit-on par ailleurs regretter l'emprise de l'Église et de la pensée religieuse sur la société européenne ? La laïcité, qui établit la liberté de conscience, permet une liberté de croyance et de culte plus grande qu'elle l'a jamais été... Sans même parler des guerres de Religion, des hérétiques, des sorcières, des marginaux brûlés au nom d'un dogme, vivre « enchanté » est-il une si bonne chose ? Le recours à la pensée magique peut certes s'avérer consolateur, et même rassurant, en ce qu'il donne un sens à ce qui semble ne pas en avoir, ou à ce qu'on ne comprend pas : est-ce pour autant un rapport à la réalité dont se contenter ?

Plutôt que de céder à la nostalgie de l'enchantement, ne faudrait-il pas réinvestir le champ du politique afin de lui redonner un sens en dehors des idéologies totalitaires qui ont marqué le XX^e siècle ? Ne faudrait-il pas conjurer le danger de la pensée simpliste du « tous pourris » en réinterrogeant notre pratique de la démocratie afin d'éviter de succomber aux réponses simplistes données de toutes parts par les tenants d'une société fondée non sur la raison mais sur une transcendance ? Il importe de retrouver les fondements de notre contrat social en le plaçant résolument sous le signe de la raison.

↳ **Pour les plus curieux :** Marcel Gauchet, *Le Désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Gallimard (Folio Essais), 2005, 457 p.

► Question 3

Pensez-vous que l'on est ce que l'on mange ?

Avec son ouvrage le plus connu, *Physiologie du goût, ou méditations de gastronomie transcendante* (1825), le gastronome Jean Anthelme Brillat-Savarin écrit certainement l'un des ouvrages de gastronomie les plus célèbres de la littérature française. Cette phrase est particulièrement restée à la postérité : « Dis-moi ce que tu manges, je te dirai ce que tu es ». Quoi de plus important dans notre vie, en effet, que les aliments que nous absorbons ? À l'heure où le repas français traditionnel est versé au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO, notre nourriture révèle-t-elle ce que nous sommes et si oui, en quoi ?

I. Une identité biologique

Il est indubitable que nous sommes, concrètement, biologiquement, ce que nous mangeons. La structure de notre corps est composée en majorité de protéines (os, muscles) qui se renouvellent, et ces protéines sont élaborées à partir de celles que nous absorbons. Cela dit, la diversité des sources de protéines que l'homme, omnivore, peut ingérer, est très grande. Sur l'ensemble de la planète, les hommes ont des alimentations extrêmement variées. Qu'est-ce qui fait que les uns mangeront de la viande rouge quand d'autres n'en supporteront pas la vue et préféreront déguster un insecte grillé ?

II. Une identité symbolique

Manger est en fait un acte très complexe qui dépend entièrement de notre culture, du lieu où nous vivons, mais aussi de notre histoire personnelle. Chaque être humain possède un répertoire alimentaire unique, au même titre par exemple que des empreintes digitales : il n'existe pas deux personnes qui mangent de la même manière.

On s'aperçoit ainsi que les perceptions gustatives ne sont pas universelles. En Occident, on distingue traditionnellement quatre saveurs : le salé, le sucré, l'amer et l'acide (les Orientaux en distinguent une cinquième, l'*umami* ou saveur carnée déclenchée notamment par le glutamate). Il est établi qu'à la naissance les bébés préfèrent unanimement le goût sucré : on comprend en effet qu'une sélection génétique a dû s'opérer dans notre espèce entre ceux qui aiment le sucre (source d'énergie) et ceux qui préfèrent le goût amer (typique des dangereuses substances alcaloïdes). Mais en dehors de cette distinction, le nourrisson apprend progres-

sivement tous les autres goûts, en fonction de ses parents ou des enfants de son âge, le tout dans une culture donnée.

La dimension culturelle est en effet essentielle dans le goût. Chaque société se définit par ce qu'elle mange. On a ainsi pu parler de civilisation du blé, du mil ou du riz. Le développement et l'organisation de chaque société est fonction de la manière de se procurer et de partager la nourriture.

Le symbolisme propre à chaque aliment sera également différent selon les cultures : les uns mangeront du lion pour être fort, de la cervelle pour être intelligent, du poisson pour préserver leur mémoire... Et ce symbolisme peut varier non seulement entre deux cultures, mais entre deux individus d'une même culture. Ainsi, la viande rouge sera synonyme de force pour l'un, de la mort horrible d'animaux innocents pour l'autre, et renverra le troisième au syndrome de la vache folle... C'est le principe de la consubstantialité. Comme l'écrivait en substance Claude Lévi-Strauss, ce qui est bon à manger, c'est ce qui est bon à penser.

III. Du terrorisme des régimes

Notre identité est donc marquée très clairement par ce que nous mangeons, et plus encore par ce que nous pensons que nous mangeons. On ne peut donc que s'interroger sur les pratiques diététiques de notre culture occidentale actuelle.

Il est hélas évident que l'obésité est une maladie importante dans nos sociétés riches et sédentaires. Pour autant, l'obsession de la minceur et la multitude de régimes qu'elle entraîne ne peuvent qu'amener à se poser des questions sur notre société. Il est clair qu'il n'y a qu'une solution pour maigrir : réduire ses apports caloriques. Dès lors, les diktats diététiques et leur absurdité laissent pantois : pourquoi un omnivore sain d'esprit devrait-il se mettre à ne manger que de l'ananas, des yaourts ou des sachets de substances pas toujours bien déterminées ? Quel genre d'animal croyons-nous donc être pour ne plus manger que de la laitue cuite les semaines paires pour passer aux lasagnes les semaines impaires ? Pourquoi obliger les gens à faire trois repas par jour (« nécessité » purement culturelle et bien relative sur le plan historique comme géographique) ? De quoi donc cherchons-nous à nous punir ?

Dans une société d'abondance où l'on vénère la nourriture tout en ayant peur et, parfois, en la détestant, où l'on savoure les délices du *slow-food* tout en adoptant des comportements gastronomiques aberrants, nous sommes en pleine confusion alimentaire.

✎ **Pour les plus curieux :** Claude Fischler, *L'Homnivore*, Odile Jacob, 2001, 448 p.

► Question 4

Le féminisme a-t-il encore sa raison d'être ?

On sait que Simone de Beauvoir causa un énorme scandale en écrivant en 1949 *Le Deuxième Sexe*, considéré dès lors comme un manifeste du féminisme. On pourrait penser qu'après l'obtention du droit de vote, la mention de l'égalité des sexes dans la Constitution, les lois sur l'égalité salariale ou encore celle sur la parité, tous les combats à mener l'ont été. On peut aussi, comme le faisait en 2006 le polémiste Éric Zemmour dans *Le Premier Sexe*, se plaindre de la « féminisation » excessive de notre civilisation, et vouloir revenir à des « valeurs mâles ». Le féminisme est-il un combat d'arrière-garde ? A-t-il encore une raison d'être ?

I. Le combat féministe était nécessaire et a porté des fruits

Il faut se souvenir que les droits de la femme, et en particulier son égalité juridique avec l'homme, sont très récents : à titre d'exemples, le droit de vote n'a été accordé qu'en 1944, celui de travailler sans avoir à demander l'accord du mari date de 1965, le droit, enfin, de disposer de son propre corps en ayant accès et à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse, n'a été conquis que dans les années 1960 et 1970. Ces conquêtes paraissent aujourd'hui des évidences pour la majorité de la population, y compris les hommes. De ce fait, les revendications sur le droit des femmes ayant abouti, le combat féministe provoque aujourd'hui un consensus mou ; après les années 1980 marquées par des conquêtes en matière de droit du travail, en particulier sous l'impulsion de la ministre socialiste des Droits de la femme (1981-1986), Yvette Roudy, les années 1990 voient un endormissement du combat. La société avait réellement changé, les droits étaient obtenus, on proclamait donc l'obsolescence de la lutte et le caractère dangereux et sectaire des quelques femmes qui persistaient à la poursuivre.

Le caractère radical, en effet, de la critique féministe a souvent eu un effet repoussoir : de l'affirmation de la supériorité de la femme sur l'homme aux théoriciennes d'un séparatisme des sexes, on a pu assister, lors d'une deuxième, puis d'une « troisième vague » féministe (Judith Butler, *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, La Découverte, Paris, 2005), à des prises de position parfois extrêmes qui, si elles étaient théoriquement intéressantes, n'ont pas emporté l'adhésion de la majorité des militantes et encore moins celle de l'opinion, voire ont effrayé par leur violence.

II. De nombreuses initiatives des pouvoirs publics

Pourtant, au-delà du caractère extrêmement théorique et idéologique des *gender studies* nés dans les universités américaines dans les années 1970 et qui ont connu un énorme succès jusqu'ici, les inégalités de fait persistent. En 2000, le vote d'une loi sur la parité pour tenter d'améliorer la représentation féminine montre bien que la situation n'est guère brillante : aujourd'hui encore, la France figure parmi les pays européens qui comptent le moins de femmes députées. On pourrait hélas multiplier les exemples : si les droits des femmes ont bien été inscrits dans la loi, et si de nombreuses campagnes sont entreprises régulièrement pour les faire appliquer et valoriser le rôle des femmes dans la société, ces droits restent formels et les inégalités demeurent, tant dans le domaine du travail, où les salaires continuent d'être en moyenne de 20 % inférieurs à ceux des hommes, que dans la vie politique ou familiale, où la répartition des tâches au sein du foyer, en particulier en ce qui concerne les soins donnés aux enfants, reste caricaturale.

Non seulement l'égalité entre hommes et femmes n'est pas acquise en Occident, mais elle l'est encore plus rarement dans le reste du monde, et pire : on assiste à un terrible retour en arrière.

III. Une inégalité symbolique et des régressions

Les clichés sexistes font foison et ancrent l'inégalité symbolique dans les esprits, la croyance reste grande en l'incompréhensibilité entre les sexes : *Les hommes viennent de Mars, les femmes viennent de Vénus*, proclame un best-seller démagogique. Le cinéma, la télévision et la publicité projettent une image de la femme souvent rétrograde. Pas si étonnant que les violences faites aux femmes causent trois morts chaque mois en France. Faute de crédits, les cliniques pratiquant l'IVG ferment, obligeant la patiente à aller le faire pratiquer dans un autre pays, sans compter les pressions souvent violentes des militants anti-IVG. Plus affligeant encore, c'est parfois de femmes que vient le problème : le retour à la couche lavable ou le diktat de l'allaitement obligatoire, sous couvert de retour à la nature ou d'écologie, font le lit des idéologies les plus conservatrices. On voit, toujours en librairie, l'explosion des ventes de la *chick-lit*, qui se veut plus chic que le roman-photo de nos grands-mères, mais revendique quasiment les mêmes valeurs. La route reste longue, le combat d'actualité.

↳ **Pour les plus curieux** : Elisabeth Badinter, *Le Conflit. La femme et la mère*, Flammarion lettres, 2010, 256 p.